WEBINAIRE SUR LA CONJONCTURE AU DEUXIÈME SEMESTRE 2022 ET LES PREVISIONS MACROECONOMIQUES 2022-2025 DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA, AU CAP-VERT, EN GUINEE ET EN MAURITANIE

du 22 au 24 novembre 2022

Points saillants

Novembre 2022

POINT 1 : INTRODUCTION

Un webinaire sur la conjoncture au second semestre 2022 et les prévisions macroéconomiques 2022-2025 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie s'est tenu, du 22 au 24 novembre 2022. Ce webinaire a été organisé par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest.

Tous les Etats membres de l'UEMOA, à l'exception du Mali, étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. En dehors des participants desdits Etats, seul un représentant de la Mauritanie a participé aux travaux du webinaire. Des cadres de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), d'AFRISTAT, d'AFRITAC de l'Ouest, de la CEA Bureau sous régional de l'Afrique de l'Ouest et de la Commission de l'UEMOA ont également pris part aux travaux. (Cf. liste des participants en annexe).

Le séminaire avait pour objectif principal de faire le point de la conjoncture récente et des prévisions macroéconomiques 2022-2025 dans les Etats et de permettre, en outre, des échanges et discussions entre les participants. De manière spécifique, la rencontre visait à :

- présenter la situation conjoncturelle récente et les prévisions de la période 2022-2025 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de l'UEMOA, d'AFRISTAT, d'AFRITAC de l'Ouest, de la BCEAO et des autres institutions sous-régionales et régionales ;
- identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2022, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions pour les années 2022 à 2025, élaborées au deuxième semestre de l'année 2022 ;
- partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie.

POINT 2 : OUVERTURE DES TRAVAUX

Le discours d'ouverture des travaux de **Monsieur Adamou SOULEY, Directeur de Cabinet du Commissaire chargé du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure** a été prononcé par **Monsieur Kalidou THIAW**, **Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques**. Au cours de son intervention, il a d'abord remercié les autorités des Etats et institutions partenaires pour avoir accepté la présence des participants à la rencontre virtuelle. Ensuite, il a rappelé que les recommandations du webinaire seraient fidèlement transmises aux plus hautes autorités de la Commission, avant de saluer la coopération active entre la Commission de l'UEMOA et les autres institutions sous-régionales et régionales et d'émettre le vœu que celle-ci se poursuive. Enfin, il a souhaité un plein succès aux travaux et déclaré ouvert le webinaire sur la conjoncture au second semestre 2022 et les prévisions macroéconomiques 2022-2025 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie.

Après cette intervention, les participants se sont présentés à tour de rôle.

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU WEBINAIRE

Après l'étape d'ouverture, le projet de programme de travail a été amendé et adopté. Les travaux ont, par la suite, été organisés en deux (02) sessions de présentation de

communications (Etats et Institutions) et leur modération a été assurée par Monsieur Kalidou THIAW.

Session 1 : Communications-pays sur le diagnostic conjoncturel au second semestre 2022 et les prévisions macroéconomiques 2022-2025

Sept (07) parmi les neuf (09) Etats présents ont exposé les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au deuxième semestre 2022 et les résultats des prévisions macroéconomiques sur la période 2022-2025.

Par Etat, les points saillants des communications peuvent se résumer comme suit :

a) Bénin

L'économie béninoise poursuit sa dynamique de croissance avec un taux de 6,3% au deuxième trimestre de l'année 2022, après 6,1% un trimestre plus tôt, tirée par l'ensemble des secteurs. Cette croissance est soutenue, d'une part, par la production agricole, notamment la production cotonnière qui devrait atteindre une hausse de 4,5% au cours de la campagne 2022-2023, comparativement à celle de 2021-2022, et d'autre part, par l'amélioration de l'activité dans les industries, avec un accroissement de 2,3% sur un an de la production dans les unités formelles au deuxième trimestre de 2022. De même, une embellie du trafic aérien a été enregistrée à fin août 2022 et une reprise remarquable du trafic portuaire sur les neuf (09) premiers mois de l'année. Tout ceci s'est déroulé dans un environnement de maîtrise des prix à la consommation, en réponse à la poursuite des mesures prises par le gouvernement pour atténuer la crise inflationniste (le taux d'inflation maintenu à 1,5% en moyenne annuelle et 2,1% en glissement annuel, en octobre 2022). Du côté du commerce extérieur, au regard de l'évolution des statistiques officielles, il est observé, en rythme annuel, une atténuation du déficit commercial porté à 310,1 milliards au second trimestre 2022, en lien avec la forte hausse des exportations totales (+14,9%) et un accroissement modéré des importations (+2,0%) pour un taux de couverture de 37,4%.

Au regard de l'évolution de la conjoncture au premier semestre 2022, la prévision de la croissance pour 2022 a été révisée à la hausse à 6,0%, contre une prévision de 5,7% datant d'avril et une prévision initiale de 7,0% prévue au budget 2022. Cette révision a été motivée, d'une part, par l'embellie enregistrée dans les performances des industries manufacturières, notamment les industries agro-alimentaires, et, d'autre part, par l'accélération notée dans le trafic portuaire. Du côté des finances publiques, il est attendu, en dépit de la hausse des recettes tirée par celles des impôts, un creusement du déficit budgétaire dons compris qui passerait ainsi de 4,5% dans le budget initial à 5,9% du PIB, en raison d'une hausse plus importante des dépenses. La hausse des recettes des impôts serait portée par les réformes de cette administration. La douane devrait, quant à elle, enregistrer une baisse de ses objectifs initiaux, imputable notamment aux mesures d'exonération en cours pour contrer la flambée des prix des produits de consommation. Au plan extérieur, il est attendu une forte dégradation du déficit courant qui s'établirait à 5,7% du PIB en 2022, contre 4,1% du PIB en 2021, en lien avec la hausse des prix à l'importation. La situation monétaire serait caractérisée par une hausse de la masse monétaire induite essentiellement par les actifs extérieurs nets et les créances sur l'économie.

En perspective, la conduite de la politique économique sur la période 2023-2025 se fera conformément au Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2021-2026 qui s'appuie sur les orientations stratégiques du Plan National de Développement (PND) 2018-2025 et sur les acquis du PAG 2016-2021. Il est attendu la poursuite de la politique de

transformation structurelle et le relèvement des chaînes de valeur ajoutée pour le développement du secteur de la transformation, en particulier dans le domaine de l'agro-industrie. Sur cette base, le taux de croissance devrait se situer autour de 6,0% à l'horizon 2025, après 6,5 % en 2023.

b) Burkina Faso

Au troisième trimestre 2022, l'activité économique au Burkina Faso est marquée, sur le plan international, par l'appréciation des cours du dollar par rapport au Franc CFA et un ralentissement du cours mondial du pétrole. La production industrielle d'or a baissé de 13,5% en glissement trimestriel et de 19,1% en glissement annuel, induisant ainsi une baisse du secteur de l'extraction. Le cours mondial du coton a, quant à lui, augmenté de 13,1% au troisième trimestre 2022, passant de 3024,7 dollars la tonne à 2674,6 dollars au trimestre précédent.

Le contexte national est marqué par la poursuite de l'allègement des mesures de relance dans la lutte contre la Covid-19 et de la menace sécuritaire, notamment aux frontières est et nord du pays. Les prix à la production des principales céréales et de l'élevage augmentent ; du côté du consommateur, on note une hausse des prix à la consommation des biens alimentaires, aussi bien en glissement trimestriel (+4,8%) qu'en glissement annuel (+28,9%). L'inflation progresse avec une tendance à la hausse. Les transactions extérieures se sont traduites par une baisse des exportations accompagnée d'une hausse des importations. Quant à l'exécution budgétaire, elle fait ressortir, à fin juin 2022, un solde budgétaire en amélioration, comparativement au même trimestre de l'année précédente.

En 2022, le rythme de l'activité économique afficherait une décélération pour conduire le taux de croissance à s'établir à 4,0%, contre une prévision initiale de 6,7% au cadrage de mars 2022 et après 6,9% enregistrés en 2022. Cette décélération est principalement imputable à la fermeture de certaines mines, du fait des attaques terroristes et de l'arrêt de grands travaux de bitumage dans certaines zones du pays.

L'inflation ressortirait à 13,9% en 2022, en hausse de 10 points de pourcentage par rapport à 2021, imputable essentiellement à la persistance des attaques terroristes et à la mauvaise campagne agricole 2021-2022 qui ont engendré une flambée historique des prix au niveau national. Elle est due aussi à la flambée généralisée des prix au niveau mondial, en lien notamment avec les effets de la crise russo-ukrainienne.

En outre, il est attendu une hausse des recettes fiscales de 8,5% en 2022. L'encours de la dette rapporté au PIB est en progression (57,0% en 2022), même s'il reste en dessous de 70%. Les transactions se solderaient par une amélioration de l'excédent de la balance des biens et services et de celui du compte courant en 2022. L'évolution des agrégats monétaires à fin décembre 2022 a été marquée par une hausse du financement des activités économiques, notamment avec une hausse des créances intérieures de 20,1%, induisant un accroissement de la masse monétaire de 10,3%.

Sur la période 2023-2025, l'activité économique enregistrerait une croissance de 6,3%, en moyenne, sur la période sous revue. Le taux d'inflation en moyenne annuelle devrait se situer à moins de 3% sur la période 2023-2025, tandis que le déficit budgétaire devrait se situer à 4,1% en moyenne sur la période..

c) Côte d'Ivoire

A fin septembre 2022, l'environnement international est marqué par une inflation plus forte que prévue et un enlisement de la croissance. En dépit de ces pressions inflationnistes et une économie mondiale de plus en plus sombre, en Côte d'Ivoire, on observe une situation économique globalement favorable avec la poursuite de l'activité économique nationale,

favorisée par l'amélioration du climat des affaires et la poursuite de grands chantiers d'infrastructures publiques.

Le secteur primaire enregistre une évolution mitigée des principales spéculations de l'agriculture industrielle et d'exportation, portée principalement par le couple café-noix de cajou à fin septembre 2022. Quant au secteur secondaire, l'activité industrielle maintient sa tendance haussière entamée depuis le second semestre de l'année 2021, en raison d'une bonne tenue des activités extractives, manufacturières et énergétiques ; également, le secteur des BTP continue de bien se tenir, grâce à l'accélération de l'exécution des projets d'infrastructures publiques en vue de l'embellissement de la ville d'Abidjan, de l'amélioration de la fluidité routière et de l'accueil de la Coupe d'Afrique des Nations prévue en janvier 2024. Au niveau du secteur tertiaire, de façon globale, on note une évolution positive dans l'ensemble de ses composantes, grâce à la maîtrise de la propagation de la maladie à coronavirus. Toutefois, l'inflation s'est affichée, en moyenne annuelle, à 5,1%, c'est-à-dire au-delà du seuil communautaire, malgré des mesures de riposte adoptées par l'Etat.

Sur les neuf (09) premiers mois de l'année 2022, le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire a enregistré un déficit commercial de 482,9 milliards, avec une dégradation de 9,8% des termes de l'échange, sous l'effet d'une hausse des prix à l'export plus faible que celle à l'import. Concernant les finances publiques, au terme des huit (08) premiers mois de l'année 2022, la situation se caractérise par une hausse du niveau de recouvrement des recettes totales et dons ainsi que des dépenses totales et prêts nets.

Enfin, en Côte d'Ivoire, les conditions monétaires, à fin septembre 2022, sont favorables, en raison d'une augmentation de la masse monétaire de 10,4%, soutenue en grande partie par une hausse des encours des créances intérieures de 17,4%.

Sur la période 2012-2019, la Côte d'Ivoire a enregistré une croissance économique vigoureuse, autour de 8% en moyenne annuelle, portée par les composantes de l'offre et de la demande. En dépit de la Covid-19 et de ses effets négatifs sur toutes les économies du monde, la Côte d'Ivoire s'est montrée résiliente avec un taux de croissance économique de 2,0% en 2020, grâce aux différentes politiques et réformes économiques solides et cohérentes mises en œuvre efficacement depuis 2012. En outre, l'activité économique a connu une accélération significative de 7,4% en 2021 pour se consolider à 6,8% en 2022, dans un contexte mondial marqué par plusieurs crises économique, politique, sécuritaire et sanitaire. Sur la période 2022-2025, le taux de croissance économique est prévu à 7,1%, en moyenne annuelle. Cette dynamique économique devrait être soutenue par une forte volonté politique avec pour levier la mise en œuvre effective et efficace du PND 2021-2025, de réformes structurantes et de mesures assurant la sécurité des personnes et des biens ainsi que la stabilité socio-politique.

Par ailleurs, concernant les effets de la crise ukrainienne sur l'économie ivoirienne, elle se traduit par une légère baisse du taux de croissance, qui ressortirait à 6,8%, contre 6,9% prévus en mars 2022. Quant aux dépenses totales et prêtes nets, ils se situeraient à 9 016,4 milliards (21,0% du PIB), c'est-à-dire en hausse de 224,2 milliards par rapport aux prévisions de mars 2022, afin de faire face à la hausse des prix des biens de première nécessité. Cette situation a entrainé une détérioration du déficit budgétaire qui devrait s'établir à 6,0% du PIB, contre 5,7% prévus initialement. Ainsi, pour financer ce déficit et répondre aux engagements liés à l'amortissement de la dette, le marché financier et monétaire serait sollicité à hauteur de 2 336,8 milliards.

d) Guinée-Bissau

Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2022, l'activité économique en Guinée-Bissau a été marquée par une hausse de la production industrielle en glissement annuel, avec une progression de 8,1% par rapport à la même période de l'année précédente, notamment impulsée par l'amélioration des activités des industries manufacturières (7,1%) et celle de la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau (12.3%). Sur la même période, les prix à la consommation ont connu une forte hausse de 7,6%, notamment en raison de la hausse des prix des produits locaux (11,7%) qui a dominé celle des produits importés (4,4%). Selon les secteurs d'activité, la hausse des prix, en glissement annuel, se présente comme suit : secteur primaire (18,5%), secondaire (6,6%) et tertiaire (3,6%).

Concernant les finances publiques, les recettes budgétaires ont, en glissement annuel, enregistré une hausse de 4,0% lors des trois premiers trimestres de l'année 2022, tandis que les dépenses ont présenté une baisse de 3,0% sur la même période. En conséquence, les soldes budgétaires global (base engagement) et primaire sont ressortis en hausse respectives de 20,0% et 26,0%.

Au niveau du commerce extérieur, les exportations de biens sont ressorties en baisse de 20,5% au cours des trois premiers trimestres de 2022, en glissement annuel, alors que les importations de biens se sont affichés en baisse de 3,4%. En conséquence, le solde commercial s'est détérioré de 13,4% sur la période.

Sur la période précitée, la situation monétaire a été marquée par une progression de 20,6% de la masse monétaire, en glissement annuel. Concernent ses contreparties, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 11,3%, tandis que le financement de l'économie par le secteur bancaire a progressé de 27,5%, comparativement à la même période de l'année 2021. La dette de l'Etat auprès du secteur bancaire a progressé de 40,1% sur la période.

Les perspectives de croissance en Guinée-Bissau sont encourageantes, malgré les contraintes liées au conflit en Ukraine. Dans des situations difficiles, l'Etat s'efforce de maîtriser les dépenses, d'améliorer les recettes et réaliser progressivement les investissements, en privilégiant ceux soutenus exclusivement sur ressources internes. Sur la base des analyses et des informations disponibles, le PIB réel croîtrait de 4,7% en 2022. Pour cette croissance, les contributions sectorielles seraient de 1,9% pour le secteur primaire, 0,7 % pour le secondaire, et 2,1% pour le tertiaire. Du point de vue des dépenses, la consommation finale augmenterait de 3,1 %, l'investissement de 14,1 % et les exportations nettes diminueraient de 14,3 % en 2022. Il convient de noter que les limites structurelles de l'économie nationale persistent, malgré ces signes encourageants, révélant un besoin fondamental de consolidation et d'élargissement des réformes.

Il existe des preuves claires, à la fois, en termes programmatiques et en termes d'actions en cours de développement sur l'amélioration des infrastructures de transport terrestre. Cependant, la base de l'économie nationale pour tirer parti du progrès avec une meilleure répartition des revenus, à savoir l'agriculture, n'a pas encore reçu le soutien nécessaire pour améliorer la production et la productivité qui dépendent fondamentalement de la mécanisation.

Les recettes totales, dons compris, augmenteraient de 14,7% en 2022, cette performance étant due à des gains de recettes fiscales dont la croissance est attendue à 9,3%. En raison principalement des effets des réformes fiscales mises en œuvre, qui, en plus de leurs expansions et consolidations, entraîneront des corrections d'erreurs et, par conséquent, des gains d'efficacité.

En revanche, les dépenses augmenteraient de 6,9%, c'est-à-dire à un rythme inférieur à celui enregistré dans les recettes, ce rythme montre une forte participation des dépenses courantes, qui progresseraient de 3,4%, ce qui révèle la nécessité de restructurer les dépenses publiques au profit des investissements et au détriment des dépenses courantes. Ainsi, le taux d'endettement public, indicateur de convergence communautaire devrait se détériorer en 2022 pour atteindre 73,9% du PIB. Le faible niveau de production du pays, au regard des besoins d'investissements publics, montre que ce niveau peut encore se détériorer, du moins à moyen terme. La balance des paiements globale devrait rester en territoire positif, malgré la détérioration du solde courant en 2022, expliquée par l'évolution négative des termes de l'échange, suite à la hausse des prix du pétrole et des biens de base.

La masse monétaire augmenterait de 3,2 % en 2022, par rapport à 2021, et la disponibilité du crédit augmenterait également. Cette dernière résulterait, entre autres, de l'entrée en activité d'une nouvelle banque commerciale.

e) Niger

Dans l'ensemble, on note une orientation satisfaisante de la conjoncture économique nationale au deuxième semestre 2022, en dépit de l'inflation mondiale toujours en hausse en raison d'une situation difficile notamment liée à la persistance des tensions géopolitiques et des crises sécuritaire et sanitaire. Il est attendu une amélioration des recettes totales et une bonne exécution des dépenses conforme à la mise en œuvre des réformes des finances publiques; une hausse de la production agricole en 2022 estimée à 10%, après la baisse de 8,2% enregistrée en 2021 ; une inflation de 3,0% en glissement annuel à fin octobre 2022 ; une inflation de 4,4% en moyenne annuelle, au dessus de la norme communautaire de 3%. Aussi, on note toujours la mise en œuvre continue des mesures d'atténuation des effets de la Covid-19 prises par l'Etat du Niger.

En 2022, le taux de croissance économique serait de 7,1%, contre 1,4% en 2021. Cette évolution est imputable à tous les secteurs d'activité. Le taux d'inflation serait maitrisé. Au niveau des finances publiques, il est attendu un déficit budgétaire qui se situerait à 6,8%, après 5,9% en 2021.

Les paiements extérieurs se traduiraient par un déficit de 125 milliards en 2022, contre un excédent de 141,1 en 2021. Cette évolution serait imputable aux importations des biens d'équipements avec la construction du pipeline destiné à l'export, la réalisation du barrage de Kandadji et d'autres travaux d'infrastructure ainsi qu'une progression modérée des exportations des biens. La masse monétaire progresserait de 7,1% pour s'établir à 1 782,2 milliards de FCFA en 2022, imputable à l'augmentation des créances intérieures.

S'agissant des perspectives 2023-2025, le taux de croissance annuel moyen serait de 9,3%. L'amélioration progressive du déficit budgétaire sur la période (-5.3%, -4,1% et -3% respectivement en 2023, 2024 et 2025).

Le solde global de la balance paiement passerait de 73,3 milliards en 2023 à 293,9 milliards en 2024 et se situerait à 228,2 milliards en 2025. S'alignant de l'évolution projetée de ses contreparties, la masse monétaire a cru de 23,6% en moyenne sur la période pour se situer à 2.201,3 milliards en 2023, à 2.784,6 milliards en 2024 pour atteindre 3.363,8 milliards en 2025. Toutefois, des risques subsistent sur les perspectives. Il s'agit de : (i) Les aléas climatiques ; (ii) La situation sécuritaire et sanitaire ; (iii) La baisse des cours des matières premières (uranium pétrole) ; (iv) Les retards dans la mise en œuvre des investissements programmés et ; (v) Les retards dans la mise en œuvre des réformes.

f) Sénégal

L'activité économique est marquée par une progression de 1,6% du Produit Intérieur Brut en volume corrigé des variations saisonnières (PIB-CVS), par rapport au premier trimestre 2022. Ce résultat est imputable à l'accroissement des valeurs ajoutées des secteurs primaire (+1,3%), secondaire (+0,7%) et tertiaire (+0,6%).

S'agissant de la production industrielle, elle s'est amenuisée de 2,3% sur les neuf premiers mois de 2022 relativement à la même période de 2021. La dégradation de la production industrielle est en relation avec la contreperformance notée au niveau les industries extractives (-11,5%) et manufacturière (-2,0%), et en particulier dans les industries de production de tabac (-49,8%) et de raffinage (-40,5%)

Au titre des prix, il est noté une hausse des prix à la consommation de 1,4% entre septembre et octobre 2022. Le taux d'inflation est ressorti à 8,2% à fin octobre 2022. Par ailleurs, il est noté une augmentation de 1,3% des prix de production industrielle en variation mensuelle en septembre 2022. Sur les neuf (09) premiers mois de 2022, les prix des produits industriels se sont accrus de 22,8%, comparativement à leurs niveaux de la même période de 2021. De même, le coût de la construction des logements neufs à usage d'habitation a augmenté de 9,2% en variation annuelle au troisième trimestre 2022.

S'agissant des échanges extérieurs, ils ont affiché une hausse des exportations (+28,8%) et des importations (+41,5%) sur les trois premiers trimestres de 2022, relativement à la même période de 2021. La balance commerciale est déficitaire est de -2 732,3 milliards de FCFA à fin septembre 2022.

Au niveau intérieur, les prévisions de 2022 s'annoncent moins reluisantes au regard des sanctions de la conjoncture internationale. Globalement, l'activité économique est attendue en hausse de 4,8% en 2022, contre 6,1% en 2021 et projeté à 10,1% en 2023, à la faveur de la production de pétrole et de gaz. En 2022, la gestion budgétaire serait marquée par la poursuite de la relance économique, avec le renforcement des investissements et la progression des subventions. Le déficit budgétaire est projeté à 1 055,1 milliards, soit 6,3% du PIB à fin 2022. Pour ce qui concerne les échanges extérieurs, le solde global de la balance des paiements serait déficitaire de 88,5 milliards en 2022. La situation monétaire serait marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets (-88,5 milliards), un accroissement des créances intérieures (+1327,8 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+16,8%). Concernant les perspectives 2022-2025, le cadre macroéconomique devrait se consolider avec un taux croissance moyen de 6,0%.

g) Togo

Dans un contexte de tensions inflationnistes et de menace sécuritaire grandissantes, mais sans aucun conflit interne, l'économie togolaise devrait continuer d'observer au cours du second semestre de 2022 une baisse des contaminations à la Covid-19 ayant conduit à la levée des restrictions sanitaires, une nouvelle augmentation des prix à la pompe des produits pétroliers, une bonne pluviométrie pour la campagne agricole 2022-2023, une bonne tenue du secteur tertiaire et, entre autres, une appréciation des activités portuaire et aéroportuaire, une hausse du commerce extérieur ainsi qu'une situation monétaire qui s'apprécierait avec la hausse de la masse monétaire et l'amélioration des créances intérieures.

Cette situation conjoncturelle devrait permettre de connaitre en 2022 un taux de croissance de 5,9% pour une inflation de 7,8% à fin juin 2022. Cette croissance serait principalement portée du côté de l'offre par le secteur secondaire dont le taux de croissance projeté s'établirait à 7,3%. Du côté de la demande, la croissance en 2022 serait tirée par la consommation finale (86,1% du PIB) et les investissements (23,5% du PIB). La situation budgétaire serait déficitaire de 8,4% avec des hausses respectives des recettes totales et des dépenses totales de 18,7% et 35,8%. Les échanges extérieurs du Togo seraient caractérisés par un solde courant déficitaire avec des exportations et des importations en hausse. La masse monétaire, quant à elle, a progressé de 6,8% à fin juin 2022, par rapport à son niveau de décembre 2021.

En perspective, la croissance annuelle moyenne du PIB serait de 6,8%, en lien avec le bon dynamisme observé au niveau de tous les secteurs. Du côté de la demande, la consommation finale et l'investissement seraient les principaux moteurs de cette croissance. La situation budgétaire serait marquée par un déficit en amélioration. De même, les échanges extérieurs seraient caractérisés par une hausse plus importante des exportations que celle des importations, améliorant ainsi le déficit du solde commercial du Togo sur la période.

Les facteurs de risque sont, entre autres, la persistance de la menace sécuritaire, l'apparition d'autres variants de la Covid-19 et aussi d'autres virus, des aléas climatiques défavorables à l'agriculture, la persistance de la crise russo-ukrainienne ainsi que la non-maîtrise des prix.

Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vues par les organisations sous-régionales et internationales

(i) Situation économique et financière 2022 dans l'UEMOA et perspectives

La Commission a rappelé, dans sa communication, que le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité (PCSCS) étant suspendu, elle ne pouvait présenter un état de la convergence en 2022. Pour ce qui est de la situation économique et financière, on peut noter que l'Union enregistrerait un taux de croissance de 5,7% en 2022, contre 6,1% en 2021. Au plan financier, le déficit global dons compris de situerait à 6,1%, contre 5,5% en 2021, sous l'effet de la régression des recettes totales, notamment fiscales, et de la progression des dépenses totales et prêts nets.

Le taux de croissance devrait se redresser en 2023 pour atteindre 7,2% et la dynamique de croissance se poursuivrait jusqu'en 2025.

(ii) Communications d'AFRISTAT sur l'environnement international

Les principales tendances des informations lues dans la base de données d'AFRISTAT montrent :

- une reprise économique générale des activités en 2021 qui a fait place à un ralentissement en 2022, en raison des incertitudes causées par les crises ;
- des taux d'intérêt qui se relèvent progressivement sur les marchés bancaires développés ;
- une reprise des prix des produits de base ;
- une perturbation du commerce international ;
- une poussée inflationniste dans les pays du G7, les BRICS et les pays africains.

(iii)Communication d'AFRITAC de l'Ouest

AFRITAC de l'Ouest a mis en exergue dans sa communication les principaux traits saillants de la conjoncture économique mondiale. La communication s'est appesantie sur l'ampleur exceptionnelle des risques qui pèsent sur les perspectives mondiales et les canaux de transmission de ces risques sur les économies de la sous-région.

La communication a conclu sur la nécessité d'assurer un suivi rigoureux de ces risques au niveau de l'environnement international et régional au cours des mois à venir et d'assurer une quantification appropriée de ces risques.

POINT 4 : RECOMMANDATIONS

Les participants au webinaire sur le point de la conjoncture récente et les prévisions macroéconomiques 2022-2025 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie ont formulé les recommandations ci-après :

1. A l'attention des Etats

- transmettre systématiquement les données aux institutions, après chaque révision ;
- lire avec attention les termes de référence transmis par la Commission et AFRISTAT, avant chaque séminaire, afin d'avoir une idée précise des attentes de la rencontre ;
- faire des efforts et prendre des dispositions pour fournir des données sur le semestre objet du séminaire ou webinaire ;
- respecter le canevas des présentations communiqué par AFRISTAT et la Commission ;
- transmettre à la Commission les présentations pays et les résumés avant chaque séminaire ou webinaire ;
- répondre rapidement aux courriers des institutions dans les délais ;
- partager, avec les institutions, les études menées sur l'impact de la Covid-19 et de la guerre ukrainienne ainsi que les mesures prises pour lutter contre l'inflation ;
- transmettre aux institutions dans les meilleures délais, la liste actualisée des indicateurs conjoncturels produits par les INS et les différentes publications ;
- procéder régulièrement à l'évaluation de l'impact des politiques et des mesures de réponses aux chocs.

2. Aux institutions :

- envoyer les lettres d'invitation accompagnées de l'ensemble des dossiers y afférents un mois, au moins, avant le séminaire ;
- organiser un séminaire de partage d'expériences sur les méthodologies de désaisonnalisation des séries chronologiques dans les Etats, compte tenu de l'abondance des indicateurs conjoncturels produits ;
- réorganiser un séminaire sur les techniques rédactionnelles appliquées aux documents économiques ;
- organiser un séminaire sur l'analyse des risques macroéconomiques et les mesures d'atténuation ;

- renforcer la collaboration entre les institutions dans le cadre de l'organisation des séminaires de conjoncture ;
- organiser régulièrement des séminaires en visioconférence sur des thématiques en rapport avec l'analyse de la conjoncture et de la prévision ;
- renforcer la diffusion des prévisions élaborées par la Commission dans le cadre des présentations du séminaire.

3. Thèmes de formations souhaitées

- partage d'expériences sur l'élaboration de l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) suivant les nouvelles recommandations en période de crise.

POINT 5 : CLÔTURE DES TRAVAUX

La clôture des travaux a été prononcée par Koladé OKOUDJOU, Chef de la Division des Etudes Economiques représentant Monsieur Kalidou THIAW, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques. Il a adressé ses sincères remerciements aux participants pour le travail abattu au cours de ces trois (03) jours. Il les a ensuite assurés de l'accompagnement continu de la Commission en matière de renforcement des capacités dans les domaines de l'information et de l'analyse conjoncturelles afin de permettre aux autorités de prendre des décisions optimales. Enfin, il a déclaré clos les travaux du webinaire.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PROGRAMME DES TRAVAUX

Heure	Sujets	Présidence et Responsables
JOUR 1 : Mardi 22 novembre 2022		
9h00 - 9h30	Mots de Bienvenue et Présentation des participants	Commission de l'UEMOA, AFRISTAT, AFRITAC de l'Ouest
9h30 - 10h10	Communication d'AFRISTAT sur l'environnement international	AFRISTAT
10H10 - 10H30	Communications pays : Togo, Bénin	Présidence : Commission de l'UEMOA Togo, Bénin
10H30 - 11H10	Synthèse des questions et réponses	Présidence : Commission de l'UEMOA Togo, Bénin
11H10 - 11H30	Communications pays: Sénégal, Burkina Faso	Présidence : AFRISTAT Sénégal, Burkina Faso
11H30 - 12H10	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRISTAT Sénégal, Burkina Faso
12H10 - 12H30	Communications pays : Niger, Côte d'Ivoire	Présidence : AFRISTAT Niger, Côte d'Ivoire
12H30 - 12H40	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRISTAT Niger, Côte d'Ivoire
13H00	Fin de la première journée	
JOUR 2 : Mercredi 23 novembre 2022		
9H30 - 10H10	Communications pays: Guinée Bissau, Mauritanie	Présidence : AFRITAC de l'Ouest Guinée Bissau, Mauritanie
10H10 - 10H30	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRITAC de l'Ouest Guinée Bissau, Mauritanie
10H30 - 11H10	Communications pays: Mali, Guinée	Présidence : AFRITAC de l'Ouest Mali, Guinée
11H10 - 11H30	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRITAC de l'Ouest Mali, Guinée
11H30 - 12H00	Communication Cap-Vert (présentation 15 min suivie de questions-réponses 15 min)	Présidence : CEA/BSR-AO Cap-Vert
12H00 - 12H30	Synthèse de la conjoncture dans les Etats (présentation 15 min suivie de questions-réponses 15 min)	Présidence : CEA/BSR-AO AFRISTAT
12H30 - 13H00	Conjoncture régionale vue de la BCEAO : Présentation et discussions (présentation 15 min suivie de questions-réponses 15 min)	Présidence : CEA/BSR-AO BCEAO
13H00	Fin de la deuxième journée	
JOUR 3 : Jeudi 24 novembre 2022		
9H30 - 10H00	Etat de la Convergence dans l'UEMOA	Présidence : BCEAO Commission de l'UEMOA
10H00 - 11H	Autres interventions : CEDEAO, CEA/BSR-AO, AMAO	Présidence : BCEAO CEDEAO, CEA/BSR-AO, AMAO
11H00 - 11H30	Points techniques, Questions diverses, recommandations et perspectives (présentation suivie de questions-réponses)	Présidence : UEMOA AFRITAC Ouest,
11H30 - 12H00	Clôture des travaux du séminaire	Présidence : UEMOA

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS

	PAYS ET INSTITUTIONS	REPRESENTANTS	E-MAIL
1	**Bénin**	FADO Cagniun Alexis	afado@insad.bj
		Gildas Alban KOUTCHADE	gildaskoutchade@yahoo.fr
2	**Burkina Faso**	Brahim KERE	ibkere@yahoo.fr
		Issaka NIANGAO	niangaoiss@yahoo.fr
3	**Côte d'Ivoire**	Yaya SANOGO	drsanyaya@yahoo.fr
		Moussa SANGARE	sangarem194@gmail.com
4	**Guinée Bissau**	Serifo Inussa AIDARA LY	seaidaraly.dgpee@gmail.com
		Paulino GOMES	paulgomes75@hotmail.com
6	**Niger**	Maliki Zeynabou MOHAMADOU	zmohamadou@yahoo.fr
		Mahaman LAOUALI MAHAMAN	mahaman2012@yahoo.fr
7	**Sénégal**	Ramlatou DIALLO	Ramlatou.DIALLO@ansd.sn
		Idrissa DIAGNE	diagneidrissa@hotmail.com r
8	**Togo**	Prenam AVEYA	aveyaprenam@gmail.com
		AGBOKA Komi Venunye	kagboka70@gmail.com
9	**BCEAO**	Ango ISSA ZANGO	azango@bceao.int
10	**AFRITAC de l'Ouest**	Djoret BIAKA TEDANG	DBiakaTedang@imf.org
11	**AFRISTAT**	Serge Jean EDI	edi@afristat.org
12	**COMMISSION UEMOA**	Kalidou THIAW	kthiaw@uemoa.int
		Kouakou Hippolyte KONAN	khkonan@uemoa.int
		Aba CAMARA	acamara@uemoa.int